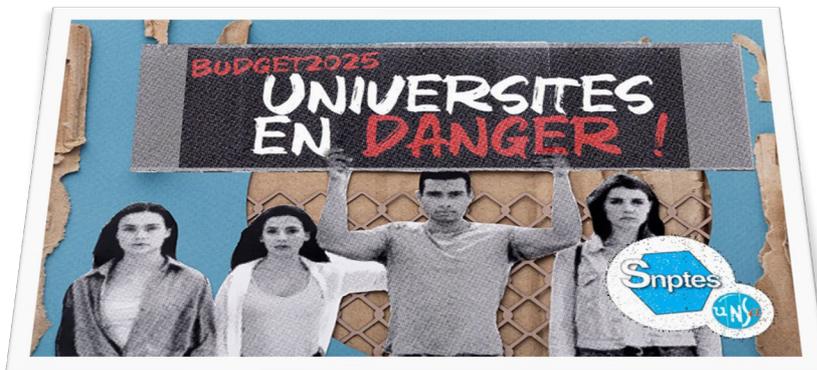


Pour le SNPTES, le gouvernement Barnier porte un coup fatal au système public d'enseignement supérieur et de recherche

Le SNPTES-UNSA exprime ses vives préoccupations face aux graves problèmes budgétaires qui frappent la majeure partie des établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics en France. Les budgets annoncés remettent en cause la soutenabilité du fonctionnement de la plupart des établissements à court terme. C'est inacceptable !

Les difficultés budgétaires récurrentes observées ces dernières années avaient fragilisé le fonctionnement quotidien des établissements, entravé les conditions de travail des personnels, et menacé la qualité des services rendus aux étudiantes et étudiants.

L'insuffisance chronique de la subvention pour charge de service public des établissements avait déjà gravement impacté le potentiel d'éducation et de recherche en touchant l'entretien des infrastructures, la mise à jour des équipements scientifiques et pédagogiques, ainsi que les moyens humains nécessaires pour assurer le service public d'enseignement supérieur et de recherche. Les mesures salariales imposées par le gouvernement (Mesures Guerini, CAS pension...) et la hausse des factures d'énergie ne sont pas accompagnées. La situation est catastrophique. Le budget de 80% des établissements est en net déficit en cette fin d'année 2024, et représente jusqu'à 6% de la part du budget, avec un niveau de trésorerie dangereusement bas !



L'impact sur les personnels s'aggrave encore. L'inflation n'est pas compensée dans les salaires depuis de nombreuses années. Les personnels pourtant indispensables au fonctionnement minimum des universités ne sont pas recrutés. Face à ces restrictions, les établissements se retrouvent en situation de sous-effectif, ce qui a des conséquences désastreuses sur les conditions de travail de nos collègues.

Les prévisions pour le budget 2025, actuellement discutées au niveau national, n'apportent pas de réponse suffisante à ces carences répétées de l'État. Pire encore, les mesures d'austérité envisagées, qui s'inscrivent dans une logique de rigueur budgétaire idiote et à courte vue, ne répondent pas aux besoins urgents des établissements.

Le SNPTES rappelle avec force que les moyens déployés dans l'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas une dépense, mais un investissement pour garantir un avenir durable et innovant à notre pays.

Nous demandons au gouvernement un engagement clair pour un budget 2025 à la hauteur des enjeux, avec des financements ambitieux et adaptés aux besoins réels des établissements et de l'ensemble de la communauté universitaire.

Le SNPTES appelle l'ensemble de la communauté universitaire à s'impliquer dans la journée de mobilisation nationale « Universités en danger », organisée le mardi 3 décembre par un grand nombre d'établissements et à poursuivre cette mobilisation le jeudi 5 décembre pour défendre un service public de qualité. Le SNPTES continuera de se battre pour des conditions de travail dignes et des moyens adaptés aux missions d'enseignement supérieur et de recherche.

Choisy-Le-Roi, le 29 novembre 2024